Chalon-sur-Saône, le 19 octobre 2026
Nombre de pages : **2**

COMMUNIQUÉ

Pillages, dégradations : « La France qui travaille ne peut pas continuer à payer le prix de tout ! »

L'U2P et la CAPEB de Saône-et-Loire expriment leur solidarité aux artisans et commerçants victimes et appellent l'État à agir.

Les scènes de pillage, de dégradation et de destruction survenues samedi dans de nombreuses villes de France sont inacceptables. L'U2P 71 et la CAPEB 71 les condamnent avec la plus grande fermeté.

Derrière chaque vitrine brisée, chaque commerce pillé, chaque atelier dévasté, il y a des femmes et des hommes qui travaillent, investissent, prennent des risques et consacrent parfois toute leur vie à bâtir leur entreprise. Certains se retrouvent aujourd'hui face à des pertes considérables. Certains ont peut-être tout perdu.

Ce ne sont pas seulement des commerces que l'on saccage. Ce sont des années de travail, des emplois, des projets et parfois toute une vie que l'on met en péril.

Cette situation est d'autant plus révoltante que les entreprises de proximité font déjà face à des difficultés et à des contraintes toujours plus nombreuses. Elles continuent pourtant d'entreprendre, d'embaucher, de former et de faire vivre nos territoires, souvent au prix de sacrifices personnels considérables.

Pour Toni SPINAZZE, président de l'U2P 71 : *« La France qui travaille est à bout de souffle. Elle en a assez de devoir toujours faire davantage, d'être trop souvent insuffisamment entendue et de se retrouver, une nouvelle fois, victime de situations qu'elle ne doit pas subir. Elle ne demande ni privilège ni traitement particulier. Elle demande du respect, de la sécurité et la possibilité de vivre dignement de son travail. Cette exaspération, nous la portons également collectivement sur notre territoire. »*

Denis GUIGUE, Président de la CAPEB 71 ajoute : *« Toutes nos organisations partagent le même constat : les entreprises ne peuvent pas être durablement fragilisées, insuffisamment entendues et privées de la visibilité nécessaire pour entreprendre sereinement. Les événements de samedi rappellent avec force l'urgence de protéger celles et ceux qui travaillent, investissent et font vivre nos territoires. Notre mobilisation collective appelle aujourd'hui des réponses concrètes, à la hauteur des difficultés rencontrées sur le terrain. »*

U2P 71 et Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment de Saône-et-Loire
5, rue George Eastman – CS 10026 – 71 102 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex
Tél. : 03.85.90.97.70 – E. mail : capeb71@capeb71.fr – Site : www.capeb71.fr

L'État doit prendre pleinement la mesure de la situation. La protection des personnes et des biens, le rétablissement de la sécurité, l'application de la loi et l'accompagnement rapide des entreprises sinistrées exigent des réponses concrètes et adaptées. Il ne suffit plus de constater : il faut agir !

On ne peut pas demander toujours plus à ceux qui font vivre l'économie du pays tout en les laissant dans l'incertitude et l'insécurité.

L'U2P 71 et la CAPEB 71 appellent les pouvoirs publics à entendre cette exaspération et à rétablir la confiance avec celles et ceux qui entreprennent et font vivre nos territoires.

La France qui travaille mérite d'être respectée, protégée et entendue. Il est temps que cela se traduise par des actes.

Toni SPINAZZE
Président U2P 71

Denis GUIGUE
Président de la CAPEB 71





Contact presse

Emmanuel LEBLANC | **Secrétaire Général U2P 71 et CAPEB 71**
03.85.90.97.70
e.leblanc@capeb71.fr
www.capeb71.fr